

ANALYSE DU CONTEXTE

Le 12 janvier 2010 à 16h53 heure locale, un séisme d'une magnitude de 7.0 sur l'échelle de Richter a frappé la République d'Haïti et plus particulièrement, les départements de l'Artibonite, Ouest, Sud-Est, Nippes et Sud. L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à 17 kilomètres au sud-ouest de la capitale Port au Prince (18.45 N, 72.45 W) à une profondeur de 10 kilomètres sous le niveau de la mer. De nombreuses nouvelles secousses de magnitudes comprises entre 5.5 et 5.9 ont fait suite à ce séisme, toujours dans la même zone.

Même si à l'heure actuelle il n'existe toujours pas de chiffres fiables sur le nombre de victimes, de blessés et de déplacés, selon les dernières données publiées par ECHO, Agence Européenne pour l'Aide Humanitaire, on parle d'environ 3.000.000 de personnes touchées, 1.000.000 de sans abris, et d'au moins 230.000 morts vérifiés, (données ajournées au 21 avril 2010).

La capitale, Port au Prince et tout le département de l'Ouest, y compris la zone de la Léogâne se situent dans les zones les plus touchées et les plus proches de l'épicentre du séisme. Aujourd'hui ils manquent encore les services de base, tels que l'eau, l'électricité et les télécommunications sont garanties seulement en quelques endroits de la ville grâce à l'intervention de quelques organisations internationales. La majorité des hôpitaux et des centres de santé se sont écroulés et le peu encore debout sont en grande difficulté pour offrir un service et attention médicale aux habitants du pays et tout particulièrement à la population villageoise.

Le lendemain au tremblement de terre a été caractérisée par l'absence de tous les biens et services de premières nécessités: médecins, médicaments, nourriture et surtout l'eau. Pendant des semaines, de longues files de personnes de plusieurs centaines de mètres se sont formées chaque jour rassemblant le peuple dans la capitale et en province afin d'attendre patiemment leur tour pour recevoir l'eau distribuée par les Volontaires des Nations Unies et de la protection civile des différents pays qui ont envoyé du personnel et du matériel tout juste quelques heures après le tremblement de terre, y compris le gouvernement italien.

La couche de population la plus touchée par le tremblement de terre est sans aucun doute les enfants: avant même que le séisme touche le pays, les enfants et les adolescents représentaient 45% de la population totale. Nous parlons de milliers d'orphelins qui maintenant viennent grossir la foule nécessitant qu'on leur offre un abri, de la nourriture et un soutien psychologique.

Les organismes internationaux majeurs, l'ONU, Le réseau international de la Croix-Rouge, la protection civile de plusieurs Etats membres de l'UE et l'armée américaine, ont tous été impliqués dans des opérations d'aide, conformément à leurs capacités logistiques à mobiliser des ressources importantes tant humain que financier et sont les mieux placés pour intervenir dans la première phase des opérations de secours d'urgence et dans la distribution de fournitures essentielles.

Les organisations non gouvernementales comme Progettomondo MLAL peuvent garantir, toutefois, une contribution majeure en raison de leur connaissance intime de la région en fonction des années de travail sur le terrain, et consolidés par les liens institutionnels avec les autorités publiques locales et organisations de la société civile. Le savoir local est une chose particulièrement importante tant dans la phase d'urgence (les trois premiers mois) que durant la phase de reconstruction et d'aide au développement.

Au fil des semaines, l'aide internationale a été confirmée, comme suggérée dès les premières heures, vu le niveau dramatique de la situation, non seulement dans la capitale mais aussi dans les régions décentralisées, comme la municipalité de Léogâne, à environ 35 km de Port-au-Prince. La situation de cette ville est aggravée par le fait que les aides sont toujours concentrées dans la capitale du pays. Progettomondo MLAL immédiatement, grâce à l'information provenant de son personnel sur place, a essayé d'attirer l'attention des institutions italiennes (protection civile, provinces, municipalités, régions) sur la gravité de la situation à Léogâne et l'existence de milliers de personnes livrées à eux même, totalement isolées et sans aide. L'Office des Nations Unies à Genève a annoncé le 16 Janvier qu'entre 80% et 90% des bâtiments de la ville de Léogâne ont été détruits, ajoutant enfin que "[...] Léogâne est « la zone la plus touchée par le tremblement de terre. " Selon le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, Elisabeth Byrs, "la police locale estime qu'entre 5.000 et 10. 000 personnes ont été tuées ". 134.000 habitants composaient la région de Léogâne et à proximité de Grand-Goâve avant le tremblement de terre (Sources: CNN Amérique, ASCA, Reuters, BBC, AGI). Des Sources des Nations Unies ont parlé le 18 Janvier de 30.000 morts dans Léogâne.

Après plusieurs mois nous savions que la situation était plus grave que celle prévue initialement, le taux de destruction de l'infrastructure locale se situe entre 90-95%, y compris quasiment tous les bâtiments scolaires.

Le problème démographique est aggravé par la perte non seulement de leur foyer, mais aussi la destruction de leurs principales sources de revenu et renforce donc la dépendance quasi-totale de l'aide de l'étranger.

De plus, cette situation se produit aussi dans une région du pays déjà fortement touchée par une crise alimentaire endémique, caractérisée par un taux élevé de dégradation de l'environnement causée par des décennies de déforestation, d'érosion des sols et par une population extrêmement jeune (41% de la population de la ville à moins de 18 ans) dont nombre d'entre eux sont aujourd'hui des orphelins.

La zone principalement affectée est la ville de Léogâne, en particulier la 3ème section de la Grande Rivière, qui appartient administrativement au ministère de l'Ouest.

Sa superficie est d'environ 38,35 kilomètres carrés dans une plaine d'inondation des terres en général. Dans ce domaine également se concentrent de nombreuses personnes déplacées qui ont quitté le centre urbain de la ville en raison du manque de services de base et de logements viables. Avant le tremblement de terre, l'économie de Léogane était basée essentiellement sur la monoculture et la production agricole globale. La plaine de Léogane, cependant, avait déjà des difficultés pour faire face à la détérioration de la production en raison de la baisse de la fertilité des sols et des dysfonctionnements des systèmes d'irrigation, impliquant une pénurie d'eau. L'altitude est presque égal au niveau de mer, le climat est humide avec des précipitations moyennes de 1400 mm / an, réparties entre Mars et Novembre.

La région a été frappée à plusieurs reprises par des inondations dû à la rivière, à l'ouragan Gordon en 1994 et ensuite à l'ouragan Georges qui avaient déjà gravement affecté la production agricole et aggravé les conditions de vie locale.

La population vivant dans les zones rurales de la municipalité représente environ 92.000 habitants, dont plus de la moitié, 52% sont des femmes et 41% ont moins de 18 ans. Les jeunes, en dépit de leur poids démographique dans la région, n'ont jamais eu un accès facile à l'éducation et à l'emploi.

Les conditions de vie sur le site ont entraîné une migration marquée vers la capitale Port-au-Prince et à l'étranger, ce qui entraîne de graves répercussions sur la structure et le mode de vie des familles.

Le phénomène des familles monoparentales et les personnes vivant sur les transferts monétaires de l'étranger est très important. La crise du logement, existante même avant le tremblement de terre, a pris des proportions alarmantes. Le bail (un an ou de 6 mois seulement), ne peut permettre d'assurer des conditions de stabilité pour les familles.

En outre, le manque de ressources économiques des familles ne permettent pas l'entretien régulier des maisons, dont la plupart n'avaient même pas de latrines, et avaient des conditions minimales d'hygiène et de sécurité.

Les conditions dans lesquelles se fait la préparation de la nourriture sont une source constante de problèmes de santé et de la vulnérabilité socio-économique des familles.

En ce qui concerne les services de santé, ils sont plus de nature privée et la plupart des habitants sont donc contraints, en cas d'urgence, d'aller à l'hôpital publique à Port-au-Prince. Le contexte local a également été marqué par un certain nombre de contraintes importantes qui pèsent sur le redressement des communautés rurales.

L'activité économique principale dans la région était représentée par l'agriculture des petits et moyens producteurs. La production agricole locale (canne à sucre et maïs), cependant, n'est pas encore en mesure de satisfaire les besoins alimentaires de la région, une situation qui est aggravée encore plus pendant les périodes de sécheresse.

En outre, le système de culture montre de nombreuses faiblesses, notamment en termes de disponibilité des ressources financières, et des méthodes et techniques appliquées. La plus utilisée a toujours été celle de la monoculture qui, avec une demande irrationnelle d'intrants, a conduit à des rendements décroissants, des risques élevés dans la production et la forte réduction de la fécondité. La taille des parcelles pour la culture est faible, dans la plupart des cas, s'étendant entre 1 et 3 hectares ce qui entraîne une faible rentabilité économique. Les titres de propriétaires ne sont pas individuels et beaucoup d'agriculteurs sont locataire du terrain qu'ils cultivent.

Plus de 50% des ménages vivant dans la zone rurale de Léogâne avant le tremblement de terre ont

été sans terre et obligés de recourir à ce système de métayage, qui consiste à diviser la récolte et de donner la moitié à son propriétaire.

Le manque de vétérinaires et de services techniques, la disponibilité d'intrants locaux et des moyens de production, la commercialisation et le stockage, les centres de traitement et de transformation des produit et un financement qui permettrait de soutenir la production sont autant d'éléments dont l'absence a fait place à une longue période de détérioration importante du développement agricole.